

construction d'une centrale complète, avant même que la petite centrale commence à fonctionner. Sur la foi des renseignements que nous lui avons fournis et des renseignements dont nous disposions, le gouvernement a consenti à ce que nous entreprenions, de concert avec l'*Ontario Hydro*, la construction de cette centrale.

Il n'y a pas de doute que l'entreprise comporte certains risques, mais pas autant, à notre avis, qu'un bon nombre de centrales nucléaires en voie de construction à l'heure actuelle.

M. COATES: Vous ne croyez pas que le contribuable canadien risque d'y perdre 20 ou 40 millions?

M. GRAY: Non. Je ne crois pas non plus que 20 millions représentent un risque pour le contribuable canadien. Toute entreprise de génie de grande envergure présente des risques de ce genre qui doivent être affrontés et le montant dont il s'agit ici est bien peu considérable. Pour dire la vérité, il faudrait probablement ajouter une dizaine de millions à ces vingt millions. Nous poursuivons à Chalk-River de nombreux travaux qui figurent au budget ordinaire. Vous avez vu que l'on produisait du combustible à Chalk-River. Cela n'est pas porté au compte de la pile CANDU mais à celui des travaux de recherche et de mise au point. Nous pourrions peut-être ajouter dix autres millions, que l'on pourrait, si on le désirait, porter au compte de la CANDU, mais nous sommes d'avis que tout ce travail est fait en vue du progrès du pays.

M. COATES: Vous avez maintenant investi tant d'argent dans la pile CANDU qu'il vous faut en tirer le meilleur parti possible.

Le PRÉSIDENT: M. Gray a dit l'autre jour, monsieur Coates, qu'il s'agissait ici de la meilleure équipe d'ingénieurs au Canada, sans compter, bien entendu, nos amis ici présents, que l'*Ontario Hydro* y allait de ses propres deniers.

M. GRAY: L'existence de Chalk-River ne motiverait pas un nouveau programme, si l'on n'avait pas de bonnes raisons de se livrer à des travaux de recherches et de mise au point au Canada et dans l'intérêt du Canada (oublions Chalk-River), mais j'espère qu'on ne se trompe pas.

M. DRYSDALE: Lorsque M. Harcourt, de la *Yellowknife Transportation Limited*, a témoigné ici, je crois qu'on lui a laissé entendre qu'il serait bon, s'il avait l'intention de tenter d'acquérir la *Northern Transportation Company*, d'en faire part au Comité. Je me demande si vous avez reçu des nouvelles à ce sujet?

Le PRÉSIDENT: Oui, il y a eu échange de correspondance. Je crois que nous avons des copies de lettres adressées à M. Gilchrist, où l'on demandait certains renseignements. Peut-être qu'au cours de notre prochaine réunion, la première chose que notre comité devra faire sera de déterminer la méthode à suivre, à titre de comité. Nous devons sans doute demander à M. Gilchrist de nous donner les renseignements nécessaires.

M. BATTEN: Avons-nous reçu quelque communication de quelque organisme privé de la région, de la Chambre de commerce de Yellowknife par exemple, où l'on nous aurait fait part d'une opinion à ce sujet?

Le PRÉSIDENT: Non, monsieur Batten, nous n'avons rien reçu.

M. BATTEN: Je me demandais si l'on nous avait écrit.

Le PRÉSIDENT: Non. Je croyais qu'effectivement les syndicats, et aussi la Chambre de commerce, nous adresseraient des exposés sur l'industrie de l'uranium, mais nous n'avons rien reçu. Nos délibérations avec les représentants de l'Eldorado ne sont pas terminées. Si ces messieurs désirent témoigner, ils seront les bienvenus.